



**HAL**  
open science

## Lecture critique de l'ouvrage 'Les Etats-Unis entre local et mondial'

Virginie Tournay

► **To cite this version:**

Virginie Tournay. Lecture critique de l'ouvrage 'Les Etats-Unis entre local et mondial'. Quaderni, 2001, 45, pp.171 - 175. hal-03585415

**HAL Id: hal-03585415**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03585415>**

Submitted on 23 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## "LES ÉTATS-UNIS ENTRE LOCAL ET MONDIAL"

de Cynthia Ghorra-Gobin

par VIRGINIE TOURNAY

**L**a mondialisation de l'économie et des échanges se traduit par une instrumentalisation de la ville et l'émergence d'une hiérarchisation qui obéirait à un processus de restructuration spatiale de l'économie en faveur d'une nouvelle entité englobant villes, banlieues et périphéries urbaines. Désignée par le mot métropole, l'entité urbaine plus large que la ville est branchée à des réseaux économiques transnationaux dont l'objectif majeur des plus privilégiées d'entre-elles<sup>1</sup> serait d'intégrer l'économie capitaliste transnationale au monde néo-marchand, dans la mesure où elles concentrent l'activité financière internationale et les échanges de services. Dans la ville-centre de la métropole, se trouvent souvent les quartiers non branchés sur les réseaux économiques, aisément caractérisables en raison de la forte concentration de la pauvreté et de la dégradation du cadre bâti. La gestion de l'interface "local-global", dénommée *glocalisation* pose le problème de l'institution métropolitaine, c'est-à-dire de la formulation d'une cohérence politique à une entité sociale et spatiale car les politiques de dérégulation héritées des alliances transnationales valorisent des nouveaux territoires en périphéries de ces villes devenues métropoles<sup>2</sup>. Aussi, la redéfinition de l'organisation territoriale traditionnelle par les flux économiques

*CREDAF*

*Université Paris I Sorbonne*

amène à renforcer les opérations de contrôle et de décisions aux profits de certaines villes alors qu'une décentralisation des pouvoirs et des profits aurait été préférable. Aux États-Unis, le déploiement du multiculturalisme et l'affirmation des spécificités communautaires témoignent d'une désincarnation des identités suivant un référentiel national, qui serait alimenté par l'inadéquation entre les cartes économiques et politiques des États-nations. Toutefois, la place accordée par la culture anglo-saxonne au contre-pouvoir dans l'équilibre de la vie politique ainsi que la nature historique des villes américaines, souvent postérieure à l'avènement de l'État-nation, font qu'elles n'ont jamais été perçues comme une menace pour l'État fédéral. Par contraste à cette polarisation sociale et spatiale, il serait intéressant de montrer comment la fondation d'une vie politique à l'échelle de la métropole pourrait donner sens à ce contexte de *glocalisation*.

En historicisant la nature de la relation entre la ville, concentration de l'activité économique contemporaine, et l'État, il devient alors possible d'inventer de nouvelles formes de représentation politique capable de prendre en charge les fortes disparités spatiales (évolution culturelle et démographique) qui donne ainsi sens à la mondialisation. Les effets

induits de la logique capitaliste, visibles sous la forme d'une "économie informationnelle" au niveau local sont marqués par la structuration d'une opposition binaire entre les flux du réseau des secteurs de la production et le territoire. Cette société relationnelle conduit à une concentration toujours plus accrue des activités de commande et se traduit au niveau du pays par un marché commun d'économies métropolitaines, lesquelles voient leur densité spatiale décroître. Favorisée par les mutations technologiques qui s'annoncèrent dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'urbanisation s'étendit progressivement du nord-est des États-Unis vers le sud et l'ouest avant d'aboutir à la métropole telle que nous l'avons décrite avec une rehiérarchisation de la croissance démographique et économique en faveur de la population suburbaine et un déclin de la ville centre. La nature des liens économiques est modifiée au sein même du tissu infra-métropolitain avec un repositionnement de la ville-centre qui détient essentiellement des emplois de haute valeur ajoutée, renforçant une tendance à la sécession urbaine. La gentrification illustre le processus de recentralisation des territoires abandonnés par le progrès technique et symbolise ainsi une stratégie de différenciation spatiale. Les mesures prises par l'État fédéral



contribuent au développement périphérique, ce qui accroît le coût des anciens quartiers centraux et les placent en rivalité avec les municipalités. Cet étalement urbain présente l'«avantage» d'internaliser la demande des services publics. Par ailleurs, une idéologie de «la faible densité» héritée de l'époque industrielle valorise les territoires proches de l'environnement naturel, comme l'attestent les textes des Pères fondateurs. Couplé à la révolution des transports, l'ordre des banlieues s'impose à grande échelle et devient la norme de la société américaine. Or, les territoires moins favorisés où vit une population pauvre, non connectés aux réseaux économiques et sociaux doivent répondre à une demande de services sociaux. Recréer une vie politique, non seulement à partir des capacités endogènes des individus, mais à l'échelle de la métropole devient nécessaire pour penser un nouvel urbanisme. La suburbanisation de l'économie suit le développement résidentiel. Contrairement à l'image préconisée par le rapport Kerner<sup>3</sup> d'une ville noire entourée de banlieues blanches, seule une partie de la minorité noire n'a pas eu accès à la banlieue. Leurs réactions agressives traduisent en fait l'émergence d'une nouvelle rivalité entre l'ancienne minorité et les nouveaux immigrants. Le silence politique vis-à-vis de cette opposition latente provient de la

faiblesse de la dimension spatiale au cœur d'idéologies en vogue, comme le multiculturalisme. La mobilisation en faveur des droits civiques dans les années 1960 promut les Noirs au rang de minorité et les fit bénéficier de programmes relevant de l'*Affirmative Action*. Les Hispaniques et plus tard les Asiatiques poursuivirent cette quête pour le statut de minorité sur la scène politique. Cette coalition des minorités perdura jusqu'à l'apparition d'une clause spatiale de la législation qui proposait d'assigner un territoire à toute minorité revendiquant une représentativité politique. Elle se suivit alors de rivalités multi-ethniques, d'interrogations et de l'impératif des leaders noirs de négocier avec les minorités intégrées sur les conditions d'assimilation des nouveaux immigrants. Élément majeur de la vie politique américaine au niveau local, cette rivalité a favorisé l'établissement d'une majorité de Noirs en banlieue et la dissolution du ghetto noir dans une population composée d'immigrés récents. Facteur déterminant de la croissance démographique totale, l'immigration, comme afflux de main-d'œuvre est *a priori* jugée bénéfique sur un plan économique. Toutefois, cette forte concentration spatiale d'individus pose la question de la représentativité des élus au niveau local et fédéral, ainsi que celle de la cohésion spatiale. Depuis 1996, les droits

de l'individu tendent à substituer le principe des droits des groupes ethniques et des quotas, remettant en cause le consensus sur les valeurs fondamentales d'une civilisation ayant pourtant réussi à assimiler de nombreuses vagues migratoires. Les leaders noirs revendiquent la nécessité de coalitions politiques multiraciales en prônant l'usage de critères plus universels. S'affrontent alors un principe de démocratie interr raciale et un repli à base territoriale sur le fait communautaire. La mobilisation des territoires, débutée dans les années 1970, en faveur de l'environnement naturel – mais qui répondait plutôt à un enjeu de proximité spatiale suivant la logique corporatiste des propriétaires – a paradoxalement privilégié la rationalité supra-municipale en mesure d'organiser la répartition spatiale des activités et des équipements. Des revendications de justice environnementale ont suivi, amenant le thème de la démocratie de participation et revendiquant ainsi le principe d'un pouvoir politique à l'échelle de la métropole. La réforme<sup>4</sup>, qui confie aux États la gestion de l'aide sociale sur le principe d'un rapprochement entre gouvernement et citoyens, accentue les inégalités spatiales car les gouverneurs privilégient généralement la croissance économique. L'instauration d'une autorité régulatrice susceptible de remettre les bénéficiaires

dans le circuit du travail et d'assurer un système de liaison et de transports pourrait contribuer à une articulation politique entre les municipalités qui composent la métropole. Aussi, les effets de la mondialisation sur la métropole commencent à être dénoncés, montrant l'intérêt d'un niveau politique intermédiaire entre l'État fédéré et la municipalité. La gestion municipale est plus suivie par l'État fédéré ; des maires modèles sont médiatisés. La mobilisation politique exigée face aux disparités spatiales croissantes ne devient possible que dans une perspective métropolitaine afin de déconcentrer la pauvreté. Elle participe à redéfinir les prérogatives de l'état fédéral, ainsi que dans son articulation avec l'État fédéré comme l'illustrent les dispositifs législatifs visant à renforcer l'autorité des agences métropolitaines, les Metropolitan Planning Organizations (MPOS). Institutionnaliser la métropole, support instrumentalisé de la mondialisation mettra progressivement fin à sa figure de "clandestinité" politique.



## N · O · T · E · S

1. Ces villes accaparant les fonctions de commande de l'économie-monde sont désignés par l'expression "ville-monde" ou "ville-globale" par les chercheurs américains.

2. À ce titre, toute ville branchée sur l'économie mondiale peut également être qualifiée de ville divisée (*divided city*) ou encore de ville duale (*dual city*) à l'image du marché du travail et de sa polarisation.

3. Rapport publié en 1968, commentant les désordres civils du milieu de la décennie 1960 et menant une étude sur le devenir du contexte urbain américain.

4. Cette réforme peut facilement être interprétée comme un moyen visant à limiter le rôle de l'État fédéral et à faire éclater tous les contrôles politiques et sociaux susceptibles d'être des entraves à la croissance économique.